



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

Colombie

Question écrite n° 1366

Texte de la question

M. Pierre Cardo interpelle M. le ministre des affaires étrangères et européennes sur les graves risques auxquels sont exposés les milliers d'otages de la guérilla marxiste en Colombie, et notamment la sénateur franco-colombienne Ingrid Betancourt. Enlevée en février 2002 avec son assistante, elle est depuis aux mains des forces armées révolutionnaires colombiennes et ses proches sont sans nouvelles d'elle depuis de nombreux mois. Seul un otage qui a pu s'échapper a permis d'obtenir quelques informations quant aux conditions de détention des otages. Alors que des négociations étaient en cours, à l'initiative de la France, de l'Espagne et de la Suisse, entre le haut commissariat pour la paix et les FARC en vue d'un échange humanitaire entre des rebelles des FARC emprisonnés en Colombie contre un certain nombre de personnalités, le Président colombien a mis un terme à ces négociations et aurait envisagé une libération des otages par des moyens militaires, engendrant ainsi des risques très graves pour la vie des otages. La France ayant marqué son hostilité à toute opération de sauvetage des otages par la force, il lui demande de lui indiquer les moyens concrets envisagés par le gouvernement, le cas échéant au sein du Conseil de sécurité des nations unies, pour permettre une libération rapide de l'intéressée et des autres otages des FARC.

Texte de la réponse

La recherche de la libération de Mme Ingrid Betancourt et des autres otages en Colombie est une priorité majeure du Gouvernement français. Le Président de la République a, dès le 6 mai, souligné toute l'importance qu'il accordait à la situation de notre compatriote et il s'est entretenu à plusieurs reprises de cette question avec son homologue colombien, le Président Alvaro Uribe. C'est à sa demande que le Président Uribe a procédé, le 4 juin dernier, à la libération d'un haut responsable des FARC, Rodrigo Granda, ainsi que de plusieurs guérilleros emprisonnés. Cette décision courageuse a notamment été saluée au sommet du G 8 à Heiligendamm. Le chef de l'État s'est également entretenu de cette question avec le président vénézuélien Hugo Chavez, qui s'est récemment fortement impliqué dans la recherche d'une solution humanitaire qui permettrait la libération des otages en Colombie. Le président Chavez a notamment proposé de s'entretenir au Venezuela avec un haut responsable de la guérilla. Nous estimons qu'il convient de lui donner le temps et les moyens nécessaires à l'accomplissement de ses actions de médiation. Dans ce cadre, la sécurité des otages revêt pour nous une importance cardinale. C'est la raison pour laquelle notre pays, comme il l'avait déjà fait à plusieurs reprises dans le passé, notamment par la voix du Président de la République, a tenu, en octobre 2006, en janvier 2007, et à nouveau le 18 mai dernier, à marquer sa très ferme opposition à toute opération de sauvetage des otages par la force, car cela ne pourrait que mettre leur vie en péril. Nous demeurons toutefois convaincus qu'une solution pacifique est possible en Colombie. Aussi renouvelons-nous de façon constante notre invitation à ce que tous les acteurs renouent le fil d'un dialogue permettant de conduire à un accord humanitaire. Nous appelons notamment les FARC à réaliser sans tarder des avancées significatives. La France demeure entièrement disponible pour accompagner, avec d'autres, la Colombie dans la recherche de chemins de paix, bénéficiant à l'ensemble de sa population.

Données clés

Auteur : [M. Pierre Cardo](#)

Circonscription : Yvelines (7^e circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 1366

Rubrique : Politique extérieure

Ministère interrogé : Affaires étrangères et européennes

Ministère attributaire : Affaires étrangères et européennes

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 24 juillet 2007, page 4931

Réponse publiée le : 2 octobre 2007, page 5969